



## Westminster & City News

NUMÉRO 42

Du 13 au 19 novembre 2020

### ACTUALITÉ ÉCONOMIQUE

#### INDICATEURS MACROECONOMIQUES & FINANCES PUBLIQUES

**23 % des Britanniques subissent toujours une perte de revenu par rapport à l'avant-crise** – La *Resolution Foundation* a publié le 15 novembre les résultats d'une [enquête](#) réalisée en septembre sur l'évolution des finances des ménages pendant la crise. Il ressort que les revenus des ménages n'ont pas connu une baisse de la même magnitude que celle du PIB grâce à l'intervention du gouvernement, mais les individus les plus pauvres ont été les plus touchés. La perte de revenu est persistante : 81 % des Britanniques qui indiquaient une perte de revenus pendant le premier confinement, se trouvaient dans la même situation lors de la réouverture de l'économie cet été. Bien que les dépenses des ménages aient rebondi pendant la période estivale, un quart des ménages indique que leurs dépenses étaient toujours inférieures en septembre à leur niveau pré-Covid, contraintes par la perte de revenus. La *Resolution Foundation* souligne également une tendance inquiétante : 29 % des adultes subissant une baisse de revenu éprouvent des difficultés à acheter des biens essentiels (légumes, chauffage, etc).

**Le National Audit Office (NAO) a critiqué la gestion de l'attribution de contrats publics liés au Covid** – L'organisme chargé du contrôle et de l'audit des administrations publiques britanniques a révélé un manque de transparence et des potentiels conflits d'intérêt concernant plus de 17 Md£ de contrats attribués par le gouvernement pendant la pandémie. Le NAO a identifié plusieurs contrats où les fournisseurs avaient des liens avec *Whitehall*, dont un contrat d'approvisionnement en équipements de protection personnelle d'une valeur de 252 M£ avec *Ayanda Capital*. Il a également souligné que des contrats avaient été attribués, en dehors des procédures habituelles d'appel d'offres, à des entreprises ayant été recommandées par des membres du gouvernement ou des parlementaires. Ces entreprises auraient eu dix fois plus de chances d'être choisies que celles passant par la procédure habituelle. Le contrôle de ces marchés publics a été compliqué par les délais de publication des contrats : plus de la moitié des 1 664 contrats signés entre le gouvernement et le secteur privé entre mars et juillet n'ont pas encore été rendus publics.

**L'inflation a accéléré à 0,7 % en octobre, contre 0,5 % en septembre** – L'inflation sous-jacente s'est également établie en hausse, à 1,5 % en octobre contre 1,3 % en septembre. L'inflation a été soutenue par une hausse des prix alimentaires (0,6 % en octobre contre -0,1 % en septembre), des prix vestimentaires (0 % après -1,5 %) et de la restauration (1,0 % après 0,9 %). Les prix restent cependant déprimés par la baisse de la TVA de 20 % à 5 % pour le secteur de l'hospitalité depuis cet été et la baisse des prix de l'énergie (- 7%) en octobre décidée par le régulateur Ofgem. Ces deux composantes devraient repartir à la hausse en avril prochain, l'inflation devrait rester à son niveau actuel jusqu'à cette date. La Banque d'Angleterre estime que sa cible d'inflation à 2 % ne sera pas atteinte avant fin 2022.

**La crise pandémique aura des conséquences à long-terme sur l'économie britannique** – A. Haldane et D. Ramsen, membres du comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre (BoE), ont tous deux indiqué cette semaine que l'économie britannique garderait des traces de la crise actuelle sur plusieurs années. A. Haldane, qui est également l'économiste en chef de la BoE, a mis en avant la hausse des dettes publiques et privées,

l'exacerbation des inégalités déjà existantes dans la société britannique (entre régions et entre générations) et la baisse de confiance des ménages, tandis que D. Ramsen s'est concentré sur la hausse du chômage, les changements de comportements de consommation et la baisse de la productivité, déjà très faible au Royaume-Uni. Afin de soutenir la reprise économique et le développement (« *levelling-up* ») des régions, A. Haldane a indiqué que le gouvernement devait présenter une stratégie claire, reposant sur l'investissement et la dévolution d'une partie de ses pouvoirs aux autorités locales. Le Gouverneur de la BoE a également estimé cette semaine que l'investissement serait un élément clé de la reprise économique et nécessaire pour accroître la productivité britannique ; un [groupe de travail](#) sur la « finance productive » piloté par le Trésor, la BoE et la *Financial Conduct Authority* sera établi prochainement pour proposer, avec l'aide des acteurs de marché, des solutions afin de lever les barrières à l'investissement.

## **COMMERCE & INVESTISSEMENT**

**A l'occasion de la conférence de TheCityUK, la ministre au Commerce international a souligné l'importance du commerce électronique et des services pour l'économie britannique** – Après avoir insisté sur la compétitivité des prestataires britanniques de services, Elizabeth Truss a indiqué à grands traits son intention de négocier dans les accords commerciaux entre le RU et des pays des chapitres ambitieux en matière de services financiers et non-financiers, notamment avec l'Australie et la Nouvelle-Zélande. La ministre a également rappelé l'ambition du gouvernement de parvenir à couvrir 80% du commerce extérieur britannique par des accords de libre-échange d'ici 2022. Concernant la création annoncée la semaine dernière par le Premier ministre d'un *Office for Investment* placé sous l'autorité du *Department for International Trade*, Elizabeth Truss a précisé que cette nouvelle structure serait pilotée par le Secrétaire d'État à l'investissement : Lord Grimstone of Boscobel.

**Le gouvernement pourrait annoncer une baisse du budget alloué à l'aide publique au développement (APD)** – En amont de la Revue des dépenses du 25 novembre prochain, la presse britannique avance que le gouvernement pourrait réduire son engagement budgétaire en faveur de l'APD, actuellement fixé à un niveau de 0,7% du PIB. Le chancelier de l'Échiquier Rishi Sunak pourrait annoncer que l'APD britannique pour 2021 serait abaissée à 0,5% du PIB. Cette baisse conjuguée à une forte chute du PIB entraînerait une importante diminution du montant consacré à l'APD de l'ordre de 4 Md£, qui passerait de 12,9 Md£ en 2019 à 8,9 Md£ en 2021. Cette éventuelle diminution de l'APD divise la majorité conservatrice : si certains députés estiment que l'APD devrait être rationalisée, d'autres soulignent qu'une réduction des engagements britanniques constituerait « un début embarrassant » de la présidence britannique du G7 et serait en contradiction avec les efforts du gouvernement pour mettre en œuvre le projet de « *Global Britain* ».

## **ACTUALITÉ FINANCIÈRE**

**Les banques britanniques étudient l'impact éventuel de taux d'intérêt négatifs sur leurs revenus** – Tandis que la Banque d'Angleterre (BoE) examine l'état de préparation des banques à un éventuel environnement de taux d'intérêt négatifs, plusieurs banques ont modélisé les pertes qu'une telle décision engendrerait. Selon des informations révélées par *S&P Global Intelligence*, Barclays anticipe qu'une baisse de 25 points de base du taux directeur actuel (0,1 %) entraînerait une diminution de ses revenus d'intérêts nets de 500 M£ la première année. A titre de comparaison, ses revenus d'intérêts nets de janvier à septembre 2020 s'élevaient à 6,3 Md£. D'après Barclays, le passage à des taux d'intérêt négatifs signifierait que l'attention des banques serait reportée sur les marges réalisées sur les actifs, car il n'y aurait pratiquement plus de levier du côté des passifs. De son côté, NatWest projette qu'une baisse de 25 points de base aurait un impact de 450 M£ dans la troisième année après leur introduction. Les économistes estiment néanmoins que les établissements britanniques sont suffisamment robustes pour faire face à des taux négatifs, qui seraient déjà pris en compte par les prix de marché.

**Le Royaume-Uni retarde l'entrée en vigueur de certaines dispositions prudentielles** – Les régulateurs britanniques ont décidé, au motif d'alléger l'effort de conformité réglementaire du secteur financier en 2021, de décaler le calendrier d'entrée en vigueur du régime prudentiel des entreprises d'investissement et de certains aspects des standards prudentiels du Comité de Bâle (Bâle 3) repris dans le règlement européen CRR2. La date de mise en œuvre de ces deux régimes en droit britannique est désormais fixée au 1<sup>er</sup> janvier 2022, ce qui représente 6 mois de retard par rapport à l'UE sur les entreprises d'investissement, et entre 6 mois et 18 mois de retard par rapport à l'Union s'agissant des éléments de CRR2.

**La ICE Benchmark Administration lance [une consultation](#) sur l'élimination progressive du LIBOR** – Suite à la décision de la FCA en 2017 de mettre fin à l'utilisation du taux interbancaire offert à Londres d'ici la fin 2021, l'ICE a annoncé lundi son intention de cesser de publier les taux d'intérêt libellés en livres sterling, en euros, en francs suisses et en yens japonais. Le LIBOR sera principalement remplacé par les taux au jour le jour établis par les banques centrales comme la BoE, la BCE et la banque centrale américaine (Fed). En parallèle, et suite aux nouveaux pouvoirs accordés à la FCA dans le cadre de la *Benchmarks Regulation* telle que révisée par la *Financial Services Bill* présentée au Parlement le 21 octobre dernier, la FCA a [également publié des consultations](#) concernant l'utilisation de ces nouveaux pouvoirs pour assurer la transition ordonnée du LIBOR, par exemple pour exiger la publication continue de certains critères de référence essentiels.

**Selon le chef économiste de la Banque d'Angleterre, les monnaies numériques pourraient réduire les risques dans le système financier** – Lors d'un discours le 10/11, Andy Haldane a exprimé ses vues sur les perspectives de monnaies digitales. Une monnaie numérique – publique ou privée – pourrait selon lui entraîner l'émergence d'un secteur bancaire plus circonscrit (« *narrow banking* »), dans lequel les activités basées sur des paiements, plus sûres, seraient (dans une certaine mesure) séparées des activités plus risquées des banques en matière de crédit, permettant *in fine* une plus grande stabilité du secteur bancaire.

**Le London Stock Exchange pourrait perdre sa place de plus grande bourse européenne au profit d'Euronext** – D'après une étude du cabinet de conseil économique Oxera, le nombre d'entreprises qui choisissent de s'inscrire à la Bourse de Londres s'est réduit de 21% au cours de la dernière décennie, avec une perte nette de 378 entreprises entre 2010 et 2018, portant sa taille totale à 1 439 entreprises. La chute s'explique par la préférence croissante des sociétés pour les opérations de capital-investissement par rapport aux levées de fonds public, plus coûteuses et emportant des obligations réglementaire plus élevée. Si ces tendances sont observées sur le marché européen au sens large, Londres subit la contraction relative la plus marquée, ce qui pourrait conduire le groupe Euronext à dépasser le LSE en nombre d'entreprises cotées, notamment en cas de rachat de la Borsa Italiana.

**La Cour suprême examine cette semaine l'appel sur l'affaire de l'assurance contre les pertes d'exploitation** – L'appel introduit par plusieurs assureurs fait suite à l'arrêt de la Haute Cour de justice en première instance (validant les arguments présentés par la FCA sur la majorité des questions relatives à l'étendue de la couverture des polices d'assurance pour pertes souscrites par les PME). La décision, qui devrait être rendue quelques semaines après l'audience, servira de référence pour ce type de polices d'assurance (*business interruption*) et s'avérera décisive au cours des prochains mois, alors que les commerces dits non essentiels sont confrontés à de nouvelles pertes dues au second confinement en amont de la période de Noël.

**Le « Plan pour une révolution industrielle verte » ambitionne de faire de Londres un hub majeur de la finance verte** – Dans le cadre de cette stratégie présentée mercredi 18 novembre, le gouvernement a confirmé son intention de faire du secteur financier britannique le "centre mondial de la finance verte". Sans nouveauté par rapport aux annonces déjà effectuées la semaine passée, il a réaffirmé son intention d'émettre des obligations souveraines vertes en 2021, ainsi que la publication obligatoire d'ici 2025 d'éléments sur l'exposition des entreprises aux risques climatiques. Ces annonces prennent place alors que l'*Investment Association*, qui regroupe des investisseurs représentant 8,5 Md€ d'actifs, [demande au gouvernement de prendre des engagements supplémentaires](#), appelant notamment à l'introduction de politiques de transition différenciées pour chaque secteur de l'économie ("*sector-specific pathways to transition*").

#### Copyright

Tous droits de reproduction réservés, sauf autorisation expresse du Service économique régional de Londres (adresser les demandes à [londres@dgtrésor.gouv.fr](mailto:londres@dgtrésor.gouv.fr)).

#### Clause de non-responsabilité

Le Service économique régional s'efforce de diffuser des informations exactes et à jour, et corrigera, dans la mesure du possible, les erreurs qui lui seront signalées. Toutefois, il ne peut en aucun cas être tenu responsable de l'utilisation et de l'interprétation de l'information contenue dans cette publication.



MINISTÈRE  
DE L'ÉCONOMIE  
ET DES FINANCES

Directeur de la publication : Emmanuel Massé

Service économique régional de Londres  
Ambassade de France au Royaume-Uni

Adresse : 58 Knightsbridge, London, SW1X 7JT

Rédigé par : Emma Cervantes, Jeanne Louffar et Pierre Serra

Revu par : Thomas Ernoult

Version du 19 novembre 2020

## TABLEAU DE CONJONCTURE

### ACTIVITÉ ÉCONOMIQUE

Indicateurs *		Croissance T2 2020	Moyenne sur 3 ans
PIB en glissement annuel		-21,7%	-0,7%
PIB en glissement trimestriel		-20,4%	-1,6%
PIB par habitant		-20,6%	-1,8%
Inflation (IPC)		0,6%	2,1%
Evolution de la demande	Investissement	-25,6%	-2,3%
	Consommation	-24,1%	-1,9%
	Dépenses publiques	-15,7%	-1,1%
	Exportations (B&S)	-14,4%	-1,1%
	Importations (B&S)	-27,0%	-2,2%
Evolution de la production	Secteur manufacturier	-20,2%	-1,9%
	Secteur de la construction	-35,1%	-2,9%
	Secteur des services	-20,3%	-1,5%
Parmi les services	Finance et assurances	-3,4%	-0,7%
	Ventes au détail	-9,5%	-0,5%

### MARCHÉ DU TRAVAIL

Indicateurs		T2 2020	Moyenne sur 3 ans
Taux de chômage		3,9%	4,0%
Taux d'emploi		76,4%	75,9%
Nombre d'heures travaillées	(moyenne hebdomadaire)	25,8	31,5
Productivité horaire **	Croissance annuelle	-1,2% (T1)	0,2%
Salaires nominaux	Croissance annuelle	-2,6%	0,4%
Salaires réels	Croissance annuelle	-2,2%	0,0%
Revenu disponible par habitant	Croissance annuelle	-0,5% (T1)	0,3%
Taux d'épargne des ménages		8,6% (T1)	6,0%

### FINANCES PUBLIQUES

Indicateurs	T2 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Déficit public (hors actifs bancaires)	-7,3%	-2,7%
Dette du secteur public (hors actifs bancaires)	99,1%	84,9%
Investissement public net	-2,4%	-2,1%

### COMMERCE EXTERIEUR

Indicateurs		T2 2020 (% du PIB)	Moyenne sur 3 ans
Balance courante		-2,0%	-4,3%
Balance des B&S		1,0%	-1,2%
Balance des biens		-3,9%	-6,2%
Balance des services		4,9%	5,0%
Taux de change (moyenne trimestrielle)	GBP/EUR	1,13	1,13
	GBP/USD	1,24	1,30

Source : ONS

\* Tous les taux de croissance sont calculés en termes réels et corrigés des variations saisonnières.

\*\* Les données concernant la productivité, le revenu disponible, le taux d'épargne et la balance courante ont un trimestre de retard.

\*\*\* Les données proposées dans ce tableau concernent le dernier trimestre disponible. Elles peuvent donc différer des données évoquées dans les brèves si la période n'est pas la même.